



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Epinal, le 08/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AHLSTROM ARCHES**

48 rue de Remiremont  
BP 29  
88380 Arches

Références : S-23-1006RP

Code AIOT : 0006202068

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement AHLSTROM ARCHES implanté 48 rue de Remiremont BP 29 88380 Arches. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection et dans le cadre de l'action régionale : gestion raisonnée de l'eau.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AHLSTROM ARCHES
- 48 rue de Remiremont BP 29 88380 Arches
- Code AIOT : 0006202068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AHLSTROM est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 1367/2018 du 23/07/2018 modifié.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- action régionale : gestion raisonnée de l'eau et protection de la qualité de la masse d'eau réceptrice

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection de la qualité des masses d'eau réceptrices	Arrêté Ministériel du 24/08/2017	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion raisonnée de l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article chapitre 4.5	/	Sans objet
3	Transfert partielle d'activité	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 1.3.5	/	Sans objet
4	Température de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 4.4.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prélèvements de l'installation ont un impact en période de stress hydrique. Il convient donc de revoir les débits de prélèvements.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Protection de la qualité des masses d'eau réceptrices

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/08/2017
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, action régionale 2.2.1 : Rejet de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'arrêté ministériel RSDE introduit de nouvelles substances à surveiller et actualise certaines VLE et fréquences de surveillance. Il entérine aussi la notion de compatibilité des rejets avec le milieu récepteur, favorisant la prise en compte du contexte local.</p> <p>Il revient alors à chaque exploitant la responsabilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'évaluer la validité de son arrêté préfectoral par rapport aux nouvelles dispositions ;</li> <li>- de vérifier la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les masses d'eau sont à considérer suivant deux types d'état :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'état écologique qui recoupe l'hydromorphologie, la pollution liée aux macropolluants et certains polluants spécifiques (cuivre, chrome, zinc, arsenic) ;</li> <li>- l'état chimique qui rassemble l'ensemble des substances notamment dangereuses et prioritaires prévues par la Directive Cadre Européenne sur l'eau (DCE).</li> </ul> <p>Pour qu'une masse d'eau soit considérée en bon état au sens DCE, il est nécessaire que son état écologique soit très bon ou bon et que son état chimique soit bon. L'échéance pour l'atteinte du bon état est fixée à 2027 dans les SDAGE.</p>

La masse d'eau réceptrice des rejets aqueux d'AHLSTROM est la Moselle 2, classée :

- état écologique bon ;

- état chimique bon mais mauvais avec la substance Benzo(a)pyrène.

Par courrier en date 31 décembre 2018, l'inspection a demandé à la société AHLSTROM de se positionner par rapport à l'arrêté RSDE. Une attention particulière était à porter sur les émissions de substances qui déclassent la masse d'eau.

Par courriel du 18 février 2019, la société AHLSTROM a transmis à l'inspection son positionnement au vu des données recoltées en 2018. L'inspection note que:

- dans son tableau (cf annexe 1), la société a également indiqué que des mesures de substances ont été planifiées en 2019, concernant les substances ; Indice phénols, Hydrocarbures totaux, Trichlorométhane, Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS), Dioxines et composés de dioxines dont certains PCDD et PCB-DF et Hexabromocyclododécane (HBCDD) ;
- l'évolution des activités sur site (mise en service des activités de la société FILA ARCHES dont les rejets sont repris par la station d'épuration de la société AHLSTROM) est postérieure à la période d'acquisition des données utilisées pour le positionnement et la représentativité du positionnement interrogé.

Par conséquent, il convient d'actualiser le tableau de synthèse des mesures.

Le service de l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser, sous un délai de 3 mois, son tableau de positionnement en tenant compte des campagnes de mesures les plus récentes réalisées possibles. L'exploitant étudiera également, sous le même délai, l'acceptabilité de ses rejets avec le milieu naturel en s'appuyant sur la méthodologie décrite sur le site internet de la DREAL Grand Est à la page dédiée à l'application de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 <https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Gestion raisonnée de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article chapitre 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, action régional 3.1 : Gestion raisonnée de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les situations de déficit hydrique qualifiées d'exceptionnelles deviennent plus fréquentes ces dernières années. Pour préserver les ressources naturelles, notamment en période d'étiage, leur prise en compte par les politiques de gestion de l'eau devient primordiale.</p> <p>Tous les secteurs, y compris l'industrie, sont amenés à optimiser leur consommation d'eau et à mettre en place des mesures de restrictions en cas d'épisode de sécheresse.</p> <p>Une des principales finalités de l'action est d'encadrer les sites (prélevant en masse d'eau sensible) par des prescriptions spécifiques « sécheresse » (portant sur des restrictions de consommation d'eau, et de rejets, en fonction du niveau de crise ou d'alerte sécheresse).</p>
<b>Constats :</b> L'eau prélevée par la société AHLSTROM est utilisée par la société AHLSTROM (AHLSTROM et MUNKSJO) et la société FILA. <p>L'arrêté préfectoral prévoit des débits de prélèvement selon la situation hydrique.</p> <p>D'après le tableau ci-joint (annexe 2) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le prélèvement d'AHLSTROM a un impact en situation de stress hydrique sur la Moselle et plus particulièrement en période de crise. Il convient de revoir les débits de prélèvements en période de stress hydrique.</li><li>- les prélèvements de la société AHLSTROM sont importants au niveau de la masse d'eau. Il convient de faire le point sur les prélèvements.</li></ul> <p>Il est à noter que la société AHLSTROM prélève les eaux dans la Niche et sa nappe d'accompagnement, à environ 650 m avant rejet de la Niche dans la Moselle. N'ayant pas de données récentes au niveau de la Niche (débit...), le service de l'inspection a considéré que le prélèvement était réalisé au niveau de la Moselle.</p> <p>Néanmoins, considérant que les prélèvements sont déportés de la Moselle, il est attendu de l'exploitant qu'il évalue également, sous 3 mois, l'impact de ses prélèvements sur la continuité écologique du ruisseau de la Niche.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Transfert partielle d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 1.3.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, transfert partielle d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.</p>
<b>Constats :</b> La société ALHSTROM souhaite transférer une partie de son activité , soit 2 machines à papier, à la société MUNKSJO. <p>La société AHLSTROM garderait à sa charge la préparation des pâtes, les expéditions, les prélèvements et rejets d'eau, ..., la gestion des utilités.</p> <p>Les sociétés ALSTHROM et MUNKSJO partageraient les lieux de travail. Il n'y pas de séparation physique des deux sociétés.</p> <p>Par courriel du 13 juin 2023, la société a transmis le porter à connaissance sollicitant le transfert d'une partie de l'activité à la société MUNKSJO.</p> <p>Au vu du découpage des installations (pas de séparation physique entre les deux entreprises), l'inspection n'envisage pas de donner une suite favorable au transfert partiel de ces activités à la société MUNKSJO. Un courrier, en ce sens et en réponse au dossier déposé le 13 juin, sera transmis prochainement à la société AHLSTROM et la société MUNKSJO.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Température de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 4.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, température de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C dans le cas général et à 35°C en cas de traitement anaérobie ou lorsque l'eau entrant sur le site est déjà à plus de 25°C.</p>
<b>Constats :</b> La société AHLSTROM utilise 50 % d'eau recyclée dans son process. Elle souhaiterait pouvoir utiliser plus d'eau recyclée mais la température des rejets dépasserait alors la valeur limite de 30°C fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant souhaiterait être autorisé à rejeter des effluents à 33°C maximum. <p>L'inspection informe l'exploitant qu'une demande de dérogation sur la température de rejet ne peut être envisagée compte tenu de l'impact sur le milieu. Il appartient à l'exploitant de définir les solutions permettant d'augmenter le recyclage sans contrevenir à la température maximale de rejet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet